



## CONFÉRENCE RÉGIONALE

### La nouvelle donne géopolitique au Proche et Moyen-Orient

#### Président de séance

*Claude Nicolet*, conseiller régional Nord-Pas-de-Calais, adjoint au maire de Dunkerque, président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine (RCDP)

Les révolutions ont débuté en Tunisie, puis au Bahreïn, au Yémen, en Lybie, en Égypte. Les anciens régimes ont été renversés, parfois avec l'appui d'interventions militaires extérieures.

L'important est de procéder à une analyse globale au Proche et Moyen-Orient. Dans ce contexte, quel sera l'impact politique sur la question palestinienne ? Comment Israël défend-il ses intérêts en fonction de ces nouvelles données ? Les menaces de guerre concernant l'Iran sont-elles toujours d'actualité ?

La question sociale et nationale est une clé du processus de révolution en cours dans les pays du Proche et du Moyen-Orient.

Les collectivités territoriales ont soutenu le dossier du classement de la ville d'Hébron au patrimoine mondial de l'UNESCO, aujourd'hui reconnue, ouvrant un « champ des possibles extraordinaire ». Ces collectivités françaises et palestiniennes partagent un vocabulaire commun, des attentes sociales, et une demande de dignité des peuples.

Par ailleurs, il est indispensable pour les collectivités locales d'agir dans un contexte institutionnel sécurisé, ce qui rassure considérablement les entreprises.

#### Intervenants

*Jean-Pierre Filiu*, professeur associé à Sciences Po

C'est une révolution au singulier car elle s'inscrit dans le prolongement d'une histoire longue : « la renaissance arabe ». Les indépendances avaient détourné les aspirations populaires qui les portaient, et bien que chaque cas soit distinct, c'est un cadre d'interprétation général.

Comme dans la Nahda, il y a plus de deux siècles, la Tunisie et l'Égypte se sont retrouvées à l'avant-garde. On retrouve à Tahrir des échos de la révolution de 1919 qui a eu lieu en Égypte (non violente, interclasse, de la ville vers les campagnes).

Les peuples arabes ont réalisé en quarante ans, dans une période de transition démographique, ce que l'Occident a fait en deux siècles.

Bien que cette transition ne se soit pas appuyée sur un programme d'État de contrôle des naissances, on a assisté au passage à une meilleure éducation, à l'individualisation, et à la réduction des tailles des familles. Ainsi, on a vu apparaître une mise en cause du paternalisme. Cette révolution se construit sur une dialectique double : d'un côté, il y a des échanges d'un bout à l'autre du monde arabe, avec une génération qui a laïcisé la langue via les réseaux sociaux, et de l'autre, ce mouvement consolide l'État-nation.

En effet, on assiste à une construction des sociétés par le bas.

Ce sont des révolutions constitutionnalistes, et les gouvernements se mettent en place sur des régimes de coalition, expression de la diversité constitutive de la nouvelle unité nationale.

La Palestine est au cœur de ces problématiques ; ces nouvelles coalitions auront une sensibilité extrême face au sort qui est fait au peuple palestinien. Avant, on était toujours dans l'identification à un leader, maintenant, c'est avec les peuples palestiniens que s'exerce la solidarité.

Le peuple palestinien a compris qu'une partie de son avenir se jouait avec ce qu'il se passe en Syrie, d'où le nouveau slogan : « *Le peuple veut la fin de la division* ».

Ce contexte représente une opportunité extraordinaire pour les collectivités territoriales. En effet, toutes les coopérations étaient avant désignées par l'État, mais là, on voit de nouveaux acteurs qui émergent, et qui sont en demande de coopérations.

**Dominique Vidal**, collaborateur du *Monde diplomatique*

Bien qu'il soit trop tôt pour tirer un bilan d'un mouvement global et des conséquences qu'il aura sur le conflit israélo-palestinien, des éléments se dessinent.

Il faut faire attention aux facilités de terminologies. Les médias se sont jetés sur deux expressions : « *printemps arabes* » et « *révolutions arabes* » en s'inspirant des printemps des peuples de 1948, mais cela pose un problème « *climatique* » (les révolutions ont continué durant les autres saisons).

D'autre part, l'usage du mot révolution interpelle encore plus, dans la mesure où on ne saura s'il s'est agi d'une révolution qu'une fois qu'elles seront terminées. En Égypte par exemple, il est difficile de dire aujourd'hui si l'on est dans la continuité ou dans la rupture.

Cependant, ces pays font face à des processus révolutionnaires, même dans des termes marxistes : « *Il faut que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois* ». C'est une lame de fond qui va transformer en profondeur le monde arabe et le conflit israélo-palestinien. Les opinions arabes vont pouvoir se saisir directement de la question arabe, dans la mesure où la Palestine représente une douleur identitaire pour le peuple arabe.

On assiste à une situation d'isolement régional de l'actuel gouvernement israélien, mais également d'isolement vis-à-vis des opinions publiques.

Pour exemple, le dernier sondage annuel de la BBC est intéressant. Sur 24 000 personnes sondées dans vingt-sept pays, Israël a été classé dans les quatre pays les plus mal vus par l'opinion mondiale, avec la Corée du Nord, le Pakistan et l'Iran.

Ce nouveau contexte a aussi poussé le Fatah et le Hamas à tenter de mettre fin à la guerre qui les oppose. Parallèlement, les nouveaux dirigeants égyptiens ont fait pression sur le Fatah et le Hamas pour qu'ils se rapprochent.

Enfin, on voit également apparaître un isolement interne de Netanyahu, le gouvernement israélien fait face à un mouvement social sans précédent.

Si l'opinion israélienne est encore confuse devant les solutions à apporter au conflit, elle est aujourd'hui convaincue qu'il faut que le gouvernement limite les dépenses de la défense et de la colonisation, afin d'augmenter les budgets liés au logement, à l'éducation et à la santé.

Enfin, il faut que le gouvernement français tienne ses engagements dans la gestion du conflit israélo-palestinien pour aller vers ce processus de paix, et ne pas passer sous silence cette question dans la sous-région.

**Pascal Boniface**, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), enseignant à l'Institut d'études européennes de l'université de Paris VIII

**« Selon trois schémas, le développement économique, le niveau d'alphabétisation, et bien sûr, l'ADN particulier de chaque pays, les mêmes événements ne produisent pas les mêmes effets. »**

Tout d'abord, il est important de noter que l'on avait parlé d'un effet domino dans le monde arabe, mais cette analyse révèle fautive : il n'y a pas eu de renversement de tous les régimes arabes. En effet, l'État-nation reste l'échelon d'analyse, chaque révolution est un processus national.

Cependant, les opinions publiques ont de plus en plus de pouvoir, elles agissent, elles bougent, elles ont des moyens techniques, et se font entendre. Les gouvernements ont perdu le monopole sur l'information.

Cette situation écorne une malédiction génétique qui voyait les peuples arabes n'être pas prêts pour la démocratie.

Aujourd'hui, c'est la fin du monopole occidental sur la puissance, il y a d'autres pays émergents, et cette nouvelle situation change la donne. Des pays comme l'Afrique du Sud ou le Brésil ont un avis clair sur la question palestinienne, différent de celui des États-Unis. Le monde occidental accentue sa perte de puissance en s'accrochant à une position située à l'inverse des vertus qu'il véhicule.

**« On ne peut prôner des principes et ne pas y souscrire dans certaines parties du monde. »**

Les États-Unis ont accepté le statu quo, mais cette situation n'est pas durable, et elle valide la vision politique du gouvernement israélien à court terme.

Même en France, on assiste à un changement d'opinion, nous arrivons à un même positionnement des citoyens que pendant la période du Viêt Nam. Ces positions n'ont rien d'ethnique ou de religieux, les populations s'indignent d'une situation humaine intolérable, et d'un profond déni de justice.

**Denis Simonneau**, directeur des relations internationales, GDF Suez

Suez est présent dans la région depuis la création de Suez en 1858 pour la construction du canal, marquant le début de l'histoire industrielle de ce groupe.

Deux choses sont à prendre en compte pour GDF Suez.

Tout d'abord, c'est une région très importante pour une entreprise qui agit dans les domaines de l'eau et de l'énergie, et ensuite, ce qui s'est passé depuis février 2011 pose différentes interrogations.

Lorsque les événements se sont produits, le groupe s'est inquiété des risques de diffusion dans les pays voisins. En effet, après la Tunisie, l'Égypte, la Lybie sont apparues des interrogations convergentes dans d'autres pays.

Et aujourd'hui dans ces pays, les besoins vont être accrus en termes d'attentes sociales.

Les populations aspirent à être destinataires des résultats de la croissance dont elles ne bénéficiaient pas.

Quelques chiffres donnent des indications sur la situation future : nous allons vers une augmentation en quinze ans de 40 % de la consommation de l'eau et de l'énergie, alors qu'aujourd'hui 25 % de la population n'a pas accès à l'eau potable dans la sous-région.

Enfin, face à la mise en place de nouveaux gouvernements, il va y avoir de nouvelles règles politiques autour de l'investissement et des tarifs, entraînant des interrogations en matière économique et financière.

Les victoires électorales des mouvements islamiques sont favorables à des entreprises privées de petite taille, et à des entreprises nationales, ce qui va avoir des répercussions sur des multinationales et les investissements internationaux.

En Égypte, la demande de gaz augmente de 10 % chaque année ; en Lybie, il y a un écart très grand entre la consommation et la production totale ; en Tunisie, la consommation augmente de 7 % par an ; se pose ainsi la question de la capacité d'exportation pour ces pays.

GDF Suez répond à ces problématiques, notamment à Casablanca, à Alger, ou encore en Lybie, où le groupe est impliqué dans la reconstruction du pays, mais aussi en Égypte.

La collaboration entre États, collectivités territoriales et entreprises est un enjeu pour la coopération dans le Maghreb et le Machrek.

### **Trois idées clefs**

- Le processus de révolutions dans le monde arabe va prendre un certain temps, il doit s'inscrire dans la durée.
- Ces guerres de libération nationale ont aujourd'hui une dimension sociale très forte, et c'est sur le social que va se jouer l'avenir de cette nouvelle donne.
- Le contexte actuel au Proche et au Moyen-Orient est en train de construire des bases solides pour l'action des collectivités françaises, et face à l'émergence et les attentes des autorités locales, la coopération décentralisée a un rôle central à jouer.